

Une sortie du système démocratique théorisée

Patrick Coulon

Journaliste, Espaces Marx

La crise de la démocratie n'est pas le résultat d'une quelconque fatalité, d'une évolution dont nous serions tous coupables ou complices. D'une donnée inéluctable sur laquelle il n'y aurait pas prise humaine. Ce qui me surprend c'est qu'au milieu du flot de commentaires concernant la crise de la démocratie et, ici-même, lors des interventions précédentes, quasiment personne ne mentionne qu'il existe des théorisations, des pensées, des arguments, des prises de positions légitimant que l'on pourrait « dépasser » la démocratie.

Pour étayer mon propos, permettez-moi de vous livrer quelques citations :

« L'économie se porterait mieux si l'on se reposait moins sur la démocratie et plus sur les choix privés et les marchés libres. »¹

« Je recommande un nouveau traité européen ; mais puisque « les peuples ne valideront jamais un tel traité [...], un putsch légitime est nécessaire. »²

« Une autocratie gouvernée par un parti unique présente certainement ses défauts. Mais quand elle est dirigée par un groupe de gens raisonnablement éclairés, elle peut aussi avoir de grands avantages. »³

« La démocratie signifie aujourd'hui une forme représentative de gouvernement conçue durant les deux derniers siècles, et construite de telle sorte qu'elle obère grandement la capacité à faire face aux grands problèmes environnementaux. »⁴

« Face à la crise écologique il est nécessaire que quelques personnes ayant de l'autorité et en qui on ait confiance dirigent les affaires. On devrait vraiment pouvoir compter sur elles, bien sûr, mais cela ne peut pas arriver dans

une démocratie moderne [...]. Il peut être nécessaire de mettre la démocratie de côté pour un moment.»⁵

« Si la démocratie ne peut pas fournir *leadership* et action sur le changement climatique, sa survie doit être mise en question. »⁶

« On se demande si les hommes politiques, incapables de manipuler plus longtemps notre “démocratie d’opinion”, ne vont pas devoir purement et simplement supprimer le suffrage universel. » L’auteur ajoute : « La suppression des élections poserait évidemment autant de problèmes qu’elle en résoudrait car il faudrait ensuite trouver des moyens de nommer, à tous les échelons, des responsables... Mais n’oublions pas que la démocratie ne représente après tout qu’une infime période de l’histoire humaine et que bien des régimes politiques se sont passés d’élections. La cooptation existe [...] La menace d’une suppression du suffrage universel me paraît sérieuse [...] La tradition française, dans la longue durée de l’Histoire, ce n’est pas seulement l’individualisme et la République, c’est aussi l’absolutisme louis-quatorzien et la dictature des deux Bonaparte. »

Écrits alarmistes ? Alors que penser du fait qu’au lendemain de l’élection de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino plume et inspirateur du Président, vante dans *Le Nouvel Observateur* le coup d’État du 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte comme l’un des trois grands moments de l’histoire de France ?⁷

Ces quelques citations viennent relayer des propos datant de 36 ans ! C’était lors des travaux de la Trilatérale. Dans un document intitulé—déjà—« Crise de la démocratie », Samuel Huntington affirmait : « Plusieurs des problèmes de gouvernance des États-Unis découlent d’un excès de démocratie [...] ce qui est nécessaire est un degré plus grand de modération dans la démocratie. Il y a potentiellement des limites désirables à l’extension indéfinie de la démocratie politique. »

En 1999, David Rockefeller (encore un membre de la Trilatérale) poursuit dans la même veine : « Dans les dernières années, une large partie du monde a tendu vers la démocratie et les économies de marché. Cela a amoindri le rôle des gouvernements, ce qui est quelque chose à quoi les hommes d’affaires sont favorables. Mais l’autre aspect de ce phénomène est que quelqu’un doit prendre la place du gouvernement. Les entreprises me semblent être l’entité logique pour le faire. »

J’ai choisi de vous livrer longuement ces citations car elles illustrent un véritablement retournement : ceux qui hier prônaient les droits de l’homme et la démocratie sont ceux qui professent ce que Jacques Rancière nomme « la haine de la démocratie »⁸.

A contrario la défense de la démocratie m’apparaît comme le terrain essentiel de la lutte des classes, des luttes pour l’émancipation, sauf à penser que la transformation de la société passe par des voies non démocratiques !

Cependant, l’efficacité dans cette lutte ne peut pas venir de la conservation de l’existant mais nécessite très certainement la mise en œuvre d’innovations radicales :

- par la régénération de la démocratie représentative (raccourcissement et non cumul des mandats, rotation, non professionnalisation),
- par le développement en grand des processus participatifs visant à la codécision,
- par l'introduction de tirage au sort.

Elles ont toutes en commun de partir du postulat de *l'égalité politique absolue*⁹, de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui, du droit des plus humbles à prendre la parole dans l'espace public, à s'ériger en sujets politiques et à affirmer leurs droits. Y compris dans le domaine économique !

Je voudrais poser une question à tous-tes nos intervenants-es. La question de la démocratie c'est la question de pouvoir agir sur sa propre destinée et sur celle de la société qui nous façonne et que nous contribuons à façonner. Or il y a désormais une partie des pouvoirs qui apparaît inaccessible. Je veux parler des pouvoirs des marchés financiers et, parallèlement, il y a la question de la nécessité de politiques coordonnées pour faire face à des problèmes devenus universels, de dimensions planétaires (énergétiques, climatiques). Comment concevoir des outils, des institutions, des pouvoirs capables d'avoir prise sur ces réalités ?

Notes

- (1) Bryan Caplan dans *Le Mythe de l'électeur rationnel. Pourquoi les démocraties choisissent des mauvaises politiques*, Éditions Princeton University Press.
- (2) Christophe Barbier rédacteur en chef de *l'Express*.
- (3) Thomas Friedmann éditorialiste du *New York Times*.
- (4) Dominique Bourg, philosophe.
- (5) James Lovelock concepteur de la théorie Gaïa.
- (6) David Shearman dans *Le défi du changement climatique et la faillite de la démocratie*, Publications Praeger.
- (7) Emmanuel Todd dans *Après la démocratie*, Gallimard.
- (8) La Fabrique éditions.
- (9) Patrick Coulon dans *Démocratie participative et transformation sociale*, Syllepse/Espaces Marx.